

Just watch !

Laala Bechetoula

par **Laala Bechetoula**

L'empire qui crie, purge... et tourne à vide

Ce qui se joue dans la posture de guerre des États-Unis face à l'Iran ne relève pas de l'escalade. Il s'agit d'une perte de contrôle qui emprunte les formes de l'escalade. Ce que Washington révèle n'est pas une puissance écrasante, mais un écart structurel croissant entre sa capacité d'action et sa capacité à produire des résultats stables. Cet écart n'est pas accidentel. Il est systémique. Il signale une transition : de la puissance maîtrisée à l'escalade réactive.

Coercition performative

Le dimanche de Pâques, 5 avril 2026, le président des États-Unis Donald Trump a publié un message ordurier sur sa plateforme Truth Social, annonçant que mardi serait le «jour des centrales électriques» et le «jour des ponts» en Iran si le détroit d'Ormuz demeurait fermé.

Il a conclu par : «Praise be to Allah »

Le langage n'est pas accessoire. Il est diagnostique.

Il fut un temps — et ce temps n'est pas lointain — où la puissance américaine n'avait pas besoin de crier. Elle structurait. Elle imposait. Elle persuadait — souvent par la violence, mais dans un cadre que les alliés pouvaient suivre et que les adversaires pouvaient intégrer dans leurs calculs.

La dissuasion était une architecture : silencieuse, porteuse, prévisible.

Ce qui émerge aujourd'hui est fondamentalement différent.

Il ne s'agit pas de diplomatie coercitive au sens classique du terme. Il s'agit de coercition performative — la substitution de la menace théâtrale au levier stratégique.

Depuis le 21 mars : des ultimatums ont été lancés ; des délais ont été repoussés à répétition ; des négociations ont été revendiquées par Washington ; des démentis ont été émis par Téhéran.

Dans la théorie classique de la dissuasion, la crédibilité repose sur l'alignement entre l'intention déclarée et la capacité démontrée. Ici, c'est l'inverse qui se produit. Plus la menace est forte, plus faible est la croyance en son exécution.

Lorsqu'un État intensifie sa rhétorique tout en échouant à faire respecter ses propres échéances, il ne signale pas la détermination. Il signale la contrainte. Les menaces se multiplient précisément parce qu'elles ne sont pas crues. Le volume monte précisément parce que la structure qui le sous-tend s'amincit.

Ce qui se déploie n'est pas une défaillance de communication. C'est une crise de la dissuasion classique elle-même — le moment où l'architecture de la menace crédible, édifiée sur sept décennies, cesse de fonctionner parce que l'écart entre la déclaration et l'action est devenu visible pour chaque acteur du système.

Interrogé par le Wall Street Journal sur l'impact potentiel sur la population civile iranienne, Trump a répondu par la négative. «*Non, ils veulent que nous le fassions*», a-t-il déclaré.

Dans un entretien avec le New York Times, il est allé plus loin : «*Je n'ai pas besoin du droit international.*»

Annie Shiel, directrice américaine du Center for Civilians in Conflict, a déclaré à Al Jazeera : «*Le président Trump menace de détruire des infrastructures essentielles à la survie des civils. Pensez aux hôpitaux privés d'électricité, aux maladies liées au manque d'eau potable, aux populations totalement coupées de tout moyen de communication* »

La secrétaire générale d'Amnesty International, Agnes Callamard, a écrit sur X qu'elle «*n'avait plus de mots pour dénoncer et condamner. Pas de chauffage, pas d'électricité, pas d'eau, pas de capacité de se déplacer ou de fuir, et tout ce que cela implique pour le droit à la vie.*»

Le 3 avril, des frappes américano-israéliennes ont détruit le pont B1 près de Téhéran, dans la ville de Karaj. Huit personnes ont été tuées, selon les médias d'État iraniens.

Il ne s'agit pas de précision. Il s'agit d'une escalade devenue indiscriminée — la signature d'une puissance qui a épuisé ses options ciblées et recourt au châtement collectif.

La purge

Tandis que la rhétorique s'intensifie vers l'extérieur, le système se fracture de l'intérieur.

Le 2 avril — au lendemain de l'allocution de Trump sur la guerre contre l'Iran, dans laquelle il promettait de renvoyer l'Iran «à l'âge de pierre» — le secrétaire à la Défense Pete Hegseth a limogé le général Randy A. George, 41^e chef d'état-major de l'armée de terre des États-Unis. George, diplômé de West Point en service depuis 1988 — ayant servi lors de Desert Storm, en Irak et en Afghanistan — a été informé de son limogeage immédiat par téléphone, en pleine réunion.

Le même jour, Hegseth a également écarté le général David Hodne, commandant du Transformation and Training Command, et le major-général William Green Jr., aumônier général de l'armée.

Le remplaçant de George au poste de chef d'état-major par intérim : le général Christopher LaNeve, ancien aide de camp militaire de Hegseth, qui avait attiré l'attention de Trump en appelant lors du bal du commandant en chef depuis la Corée du Sud, le soir de l'investiture.

Un responsable américain a qualifié ce limogeage en temps de guerre de «dément» auprès d'Axios. Un autre a déclaré à CNN : «*Voici un général quatre étoiles qui travaille activement à acheminer équipements et personnels sur le théâtre d'opérations — pour protéger les forces américaines — et on le limoge ? En pleine guerre ?*»

Le *New York Times* a rapporté que les tensions «*ne reposaient pas sur des divergences substantielles quant à l'orientation de l'armée*» mais relevaient de «*griefs de longue date*» et de «*conflits de personnalités*».

Il ne s'agit pas d'une adaptation normale en temps de guerre. Il s'agit d'une rupture de confiance entre l'autorité politique et l'expertise militaire — et dans la pensée stratégique classique, la cohésion interne n'est pas un luxe. C'est un prérequis de la projection extérieure. Son érosion n'est pas un effet secondaire de la guerre. C'est une contrainte pesant sur elle.

Le schéma est plus large. Depuis janvier 2025, Hegseth a écarté plus d'une douzaine de dirigeants militaires de haut rang : le général C.Q. Brown, premier président noir du Comité des chefs d'état-major interarmées ; l'amiral Lisa Franchetti, première femme à diriger les opérations navales ; l'amiral Linda Fagan, première femme à commander la Garde côtière ; le chef d'état-major de l'armée de l'air ; le directeur de la Defense Intelligence Agency ; le commandant du Naval Special Warfare Command ; et les conseillers juridiques principaux des trois armes.

L'année dernière, cinq anciens secrétaires à la Défense — dont le général à la retraite Jim Mattis, premier chef du Pentagone de Trump — ont qualifié les limogeages de «reckless» dans une lettre conjointe au Congrès et ont réclamé des auditions immédiates. Aucune audition n'a été programmée.

Le sénateur Murphy a offert un diagnostic : *«Il est probable que des généraux expérimentés disent à Hegseth que ses plans pour la guerre contre l'Iran sont irréalisables, désastreux et meurtriers.»*

Le droit abandonné, la légitimité perdue

Le 3 avril, plus de cent juristes américains spécialistes du droit international — professeurs titulaires, anciens conseillers juridiques gouvernementaux, spécialistes du droit militaire, anciens Judge Advocates General — ont signé une lettre ouverte publiée par Just Security, déclarant la guerre déclenchée le 28 février *«une violation manifeste de la Charte des Nations Unies»* et avertissant que la conduite des hostilités soulève *«de graves préoccupations relatives à des violations du droit international humanitaire, y compris de potentiels crimes de guerre»*.

Les faits documentés sont accablants. Les chiffres du Croissant-Rouge iranien cités dans la lettre font état d'attaques contre 67 414 sites civils, dont 498 écoles et 236 établissements de santé. Au moins 1 443 civils iraniens, dont 217 enfants, auraient été tués entre le 28 février et le 23 mars. Une frappe contre une école primaire à Minab, le premier jour de la guerre, a tué au moins 175 personnes, pour la plupart de jeunes filles.

La lettre relève que le département de la Défense de Hegseth a *«délibérément et systématiquement affaibli les protections destinées à garantir le respect du droit international humanitaire»* — notamment en écartant les conseillers juridiques militaires de haut rang et en remplaçant les Judge Advocates General des trois armes. Sa Stratégie de défense nationale 2026 omet toute référence à la protection des civils et au droit international.

Cela marque une rupture structurelle. Historiquement, même les interventions américaines les plus contestées — Irak 2003, Grenade, Panama — s'accompagnaient de justifications juridiques. Comme l'a expliqué Allen Weiner, directeur du Programme de droit international et comparé de Stanford et signataire de la lettre, à NPR : *«Lorsque nous avons envahi le Panama, la Grenade, lorsque nous avons recouru à la force contre l'Irak en 2003, nous avons avancé des justifications juridiques. Je pense qu'au fond, c'étaient des arguments perdants. Mais nous avons tenté de justifier notre conduite dans le cadre du droit international.»*

Trump a abandonné jusqu'à cette prétention. Le basculement n'est pas celui d'une guerre légale vers une guerre illégale. C'est celui d'une légalité contestée vers l'irrélevance déclarée du droit lui-même.

La conséquence n'est pas morale — elle est stratégique. La légitimité n'est pas un luxe. C'est un multiplicateur de force. Sa disparition réduit la capacité de coalition et accélère l'isolement. Lorsque l'administration Trump a demandé à ses alliés d'envoyer des navires de guerre pour escorter les pétroliers dans le détroit d'Ormuz, aucun n'a accepté. Lorsqu'elle a présenté une résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies autorisant une action militaire contre l'Iran, la Chine, la Russie et la France ont opposé leur veto.

Jamal Abdi, président du National Iranian American Council, a été direct : *«Menacer de bombarder les centrales électriques iraniennes est une menace contre des millions de civils. Ce n'est pas une frappe "ciblée". C'est un châtement collectif.»*

Signal contre bruit

Tandis que Washington amplifie sa rhétorique, Téhéran applique une pression structurelle.

Le détroit d'Ormuz — par lequel transite environ 20 pour cent du pétrole mondial acheminé par

voie maritime — est effectivement fermé depuis que l’Iran l’a déclaré clos le 4 mars, à la suite des frappes américano-israéliennes du 28 février qui ont tué le Guide suprême Ali Khamenei. Au cours des cinq semaines écoulées, les forces iraniennes ont attaqué des navires marchands, frappé des bases américaines dans le Golfe, touché des infrastructures stratégiques au Koweït, à Bahreïn et aux Émirats arabes unis, et propulsé le prix du pétrole au-delà de 109 dollars le baril.

L’Iran signale désormais un second front — non pas militaire, mais géographique.

Le dimanche 5 avril, Ali Akbar Velayati — conseiller principal du nouveau Guide suprême Mojtaba Khamenei et membre du Conseil de discernement de l’intérêt supérieur du régime — a publié sur X : *«Aujourd’hui, le commandement unifié du front de la Résistance considère Bab al-Mandeb comme il considère Ormuz. Si la Maison-Blanche ose répéter ses erreurs stupides, elle réalisera vite que le flux de l’énergie et du commerce mondiaux peut être interrompu par un seul signal.»*

Le détroit de Bab al-Mandeb — passage étroit entre le Yémen et l’Afrique, porte d’entrée de la mer Rouge et du canal de Suez — voit transiter environ 12 pour cent du commerce mondial et 4,1 millions de barils de produits pétroliers par jour. L’Iran ne le borde pas. Mais son allié le plus proche, le mouvement houthi du Yémen, oui. Les Houthis ont attaqué plus de 100 navires marchands en mer Rouge entre novembre 2023 et janvier 2025 lors de la guerre de Gaza, et ont annoncé leur entrée dans le conflit actuel le mois dernier.

Il s’agit d’une inversion asymétrique classique.

Les États-Unis disposent de la domination cinétique — flottes, bases, supériorité technologique. L’amiral Brad Cooper, du Commandement central américain, s’est vanté d’avoir frappé plus de 8 000 cibles militaires et détruit 130 navires iraniens, qualifiant l’opération de *«plus grande élimination d’une marine depuis la Seconde Guerre mondiale»*.

L’Iran dispose de la disruption systémique — la capacité d’interrompre le flux artériel de l’économie mondiale sans tirer un seul coup de feu supplémentaire.

Les marchés de l’énergie confirment ce basculement. Les analystes de JPMorgan ont averti que le prix du pétrole pourrait atteindre 150 dollars le baril si Ormuz reste fermé, et davantage si Bab al-Mandeb est perturbé. L’Agence internationale de l’énergie a qualifié la situation de *«plus grande perturbation de l’approvisionnement de l’histoire du marché pétrolier mondial»*. Le prix de l’essence aux États-Unis a dépassé 6 dollars le gallon dans certaines régions de Californie. Le coût du kérosène a doublé. Des aéroports européens rationnent le carburant. L’Italie a imposé des restrictions dans quatre aéroports. Le président sud-coréen a exhorté ses concitoyens à *«économiser chaque goutte de carburant»*. La Nouvelle-Zélande distribue des aides en espèces à 150 000 familles. Air New Zealand réduit ses vols. Le PDG de Ryanair a prédit 5 à 10 pour cent d’annulations estivales en Europe.

Le vice-responsable des communications de la présidence iranienne, Seyyed Mehdi Tabatabaei, a déclaré que le détroit d’Ormuz ne serait rouvert qu’après le versement de réparations — par le biais d’un «nouveau régime juridique» imposant des droits de transit à tous les navires. Non pas une réouverture. Une renégociation des termes du commerce mondial.

Paul Sankey, de Sankey Research, a déclaré à CNBC : *«C’est le pire que j’aie jamais vu. Du jamais vu, possiblement depuis 1973. Jamais le détroit d’Ormuz n’avait été fermé.»*

Il ne s’agit pas d’une escalade. Il s’agit d’une redistribution du levier stratégique.

Le contre-argument — et pourquoi il échoue

On pourrait soutenir — et certains au sein de l’administration le font — que les États-Unis procèdent à une escalade délibérée visant à forcer une capitulation rapide de l’Iran. Que les menaces, les limogeages et le spectacle sont les instruments d’une pression maximale destinée à

briser la détermination de Téhéran avant que la lassitude militaire ne s'installe.

Cette hypothèse est affaiblie par trois faits observables.

Premièrement, les échéances ne sont pas tenues. Chaque ultimatum depuis le 21 mars a été repoussé, reporté ou silencieusement abandonné. Une dissuasion annoncée puis rétractée n'accumule pas la pression — elle dissipe la crédibilité.

Deuxièmement, les alliés ne s'alignent pas. L'administration Trump a demandé à ses partenaires d'envoyer des navires de guerre pour escorter les pétroliers dans le détroit — aucun n'a accepté. La Chine, la Russie et la France ont opposé leur veto à la résolution du Conseil de sécurité autorisant l'action militaire. Le chancelier allemand Friedrich Merz a publiquement exhorté Trump à retirer ses menaces contre les centrales. Aucune coalition fonctionnelle n'a émergé. La coercition de Washington isole le coerciteur, non la cible.

Troisièmement, les coûts augmentent sans gain stratégique. La guerre coûte entre 1 et 2 milliards de dollars par jour, selon la lettre des juristes. Les marchés pétroliers connaissent une perturbation historique. L'économie mondiale saigne. Des civils iraniens ont formé des chaînes humaines autour de centrales électriques — images téléchargées sur Telegram par l'agence Fars — suggérant une population qui a choisi d'absorber les frappes plutôt que de capituler. Et la capacité militaire iranienne, malgré les bombardements, demeure suffisante pour fermer simultanément deux goulets d'étranglement maritimes.

Cela ne décrit pas une escalade contrôlée. Cela décrit une escalade réactive — une puissance qui ne façonne pas les événements, mais qui est façonnée par eux.

Le général à la retraite Mattis lui-même l'a reconnu lors d'une conférence CNBC : *«Je ne pense pas que nous puissions simplement nous en aller. Nous sommes dans une situation difficile.»*

Par ailleurs, Planet Labs — société d'imagerie satellitaire — a annoncé qu'elle retarderait indéfiniment la publication d'images prises après le 9 mars 2026, en conformité avec les demandes du gouvernement américain. La guerre n'est pas seulement conduite. Elle est dissimulée.

La puissance sans conversion

Les États-Unis conservent une puissance de feu écrasante. Une capacité de frappe mondiale. Une supériorité technologique. 8 000 cibles frappées. 130 navires détruits. L'équipage d'un F-15E récupéré derrière les lignes ennemies par les forces spéciales.

Pourtant, ils échouent à un niveau plus fondamental : convertir la puissance en résultats. Comme le suggère la théorie réaliste classique, la puissance ne se définit pas par la seule capacité, mais par l'aptitude à traduire cette capacité en résultats politiques. À cette aune, la trajectoire est claire.

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a répondu au message de Trump sur X : *« Vos manœuvres irresponsables entraînent les États-Unis dans un ENFER vivant pour chaque famille américaine »,* accusant le président de *« suivre les ordres de Netanyahu »*.

La guerre a tué des milliers de personnes, ébranlé les marchés mondiaux, fait flamber les prix du carburant sur cinq continents, et n'a produit aucune voie discernable vers une résolution — seulement des menaces plus fortes et des échéances plus courtes.

Telle est la manifestation cardinale du déclin stratégique. Non pas la perte de la force — mais la perte de son efficacité. Non pas la défaite — mais la séparation lente et visible entre l'action et ses conséquences.

La mutation

Ce qui émerge n'est pas la disparition de la puissance américaine. C'est sa mutation — et l'incapacité à reconnaître que cette mutation s'est déjà produite.

La puissance au XXI^e siècle ne se mesure plus uniquement à la capacité de frapper. Elle se mesure à la capacité de façonner des systèmes, d'interrompre des flux, et d'imposer des contraintes sans confrontation directe. À cette aune, l'Iran exerce actuellement un levier stratégique plus important sur l'économie mondiale que les États-Unis.

Téhéran n'y est pas parvenu par la puissance de feu. Il y est parvenu par la géographie, l'asymétrie, et l'application disciplinée de la pression aux points où le système mondial est le plus fragile. Deux détroits. Un signal. Et l'économie mondiale vacille.

Washington, en revanche, conserve la capacité de détruire — mais non celle de convertir la destruction en règlement. Il peut raser des ponts mais non rouvrir des voies maritimes. Il peut limoger des généraux mais non produire de la cohérence. Il peut émettre des ultimatums mais non les faire respecter.

C'est la transition que le monde observe en temps réel : d'une ère où la puissance signifiait la capacité d'imposer des résultats, à une ère où la puissance signifie la capacité de perturber des systèmes. Dans cette transition, le volume remplace l'autorité, l'escalade remplace le contrôle, et les menaces remplacent les résultats.

Ce n'est pas la fin de la puissance. C'est la fin de sa forme antérieure. Et ceux qui ne perçoivent pas ce basculement continueront de crier dans un vide qui ne leur renvoie plus d'écho.

L'écho

«JUST WATCH »

Le monde regarde, en effet.

Pas les frappes. Pas la rhétorique.

Il regarde un système où les menaces se multiplient à mesure que la crédibilité décline. Où les purges remplacent la cohésion. Où l'escalade se substitue à la stratégie. Où le président promet l'enfer le dimanche de Pâques et signe avec une formule empruntée à la foi du peuple qu'il bombarde.

Il regarde un système qui doit crier pour se faire entendre, purger pour se sentir en contrôle, menacer de crimes de guerre sur les réseaux sociaux pour projeter sa pertinence, et repousser échéance après échéance pour dissimuler le fait qu'aucune d'entre elles n'avait de poids.

C'est ainsi que la crédibilité s'en va dans le système contemporain. Non par la défaite, mais par la séparation lente entre l'action et ses conséquences. Non par une déclaration, mais par un écho — des menaces répétées parce qu'elles n'ont pas été crues la première fois, des échéances qui expirent en de nouvelles échéances, et une spirale d'escalade qui substitue le volume à l'autorité.

Et quelque part entre Ormuz et Bab al-Mandeb, cette séparation s'élargit.

Quelqu'un ferme tranquillement la porte.

Et l'empire qui ne peut cesser de crier sera le dernier à entendre qu'elle s'est refermée.

Le monde n'a pas besoin d'attendre un verdict. Le verdict, c'est le schéma lui-même : un empire qui parle plus fort précisément parce qu'il contrôle moins.

*

Sources

- Publications de Trump sur Truth Social, 5 avril 2026 — Axios, TIME, Al Jazeera, The National, Bloomberg, PBS, NPR, CNBC, Washington Post
- Sénateur Chris Murphy — The National, PBS, Al Jazeera
- Entretien du ministre iranien de la Culture avec l'AP — PBS, 5 avril
- Limogeage du général George — Reuters, CNN, TIME, Axios, CNBC, Washington Post, Al Jazeera, Christian Science Monitor
- Purge militaire — TIME, Axios, MSNBC, Christian Science Monitor, Washington Post
- Lettre des cinq anciens secrétaires à la Défense — MSNBC
- Lettre de plus de 100 juristes — Just Security (3 avril), Middle East Eye, Al Jazeera, NPR
- Allen Weiner (Stanford) — NPR, 5 avril
- Agnes Callamard (Amnesty International) — TIME, 5 avril
- Jamal Abdi (NIAC) — NBC News, 24 mars
- Annie Shiel (CIVIC) — Al Jazeera, 30 mars
- Ali Akbar Velayati sur Bab al-Mandeb — Forbes, FMT, Bernama, TIME, AP/PBS, 5-6 avril
- Analyse JPMorgan — Forbes, ABC News
- Agence internationale de l'énergie (AIE), Oil Market Report, mars-avril 2026
- Rationnement mondial de carburant — TIME, 5 avril
- Chiffres du Croissant-Rouge iranien — Just Security, Middle East Eye
- Frappe de l'école de Minab — Just Security, Al Jazeera, NPR
- Amiral Cooper (8 000 cibles) — NPR, 22 mars
- Chaînes humaines — NBC News, 24 mars, citant Fars/Telegram
- Suspension de Planet Labs — AP
- Paul Sankey et général Mattis — CNBC, 28 mars
- Tabatabaei sur les réparations — Al Jazeera, 5 avril
- Réponse de Ghalibaf — Axios, 5 avril
- Congressional Research Service — Congress.gov, rapport CRS R45281
- Forum économique mondial — FEM, mars 2026
- Frappe du pont B1, Karaj — CNBC, 3 avril